

Opinion

Par Frédéric Lordon

Les aigreur de M. Duisenberg ou le conflit européen des pouvoirs économiques

Dans une superbe prétention - qui doit être la figure de rhétorique préférée du banquier central : dire sans avoir l'air de dire en disant qu'on ne va pas le dire - Wim Duisenberg, commençant par déclarer qu'il n'avait pas « pour habitude de commenter » les mesures de politiques économiques de « pays particuliers », n'a rien eu de plus pressé que de fustiger le traitement fiscal de la crise des carburants en France. On pourrait bien sûr interpréter cette sortie comme une vengeance un peu infantile de s'être fait publiquement sermonner par la présidence française - à très juste titre d'ailleurs - pour son absence incroyablement désinvolte à l'Ecofin de Versailles. Si l'on abandonne un instant ce registre interprétatif légèrement *Kindergarten* - quoi qu'il soit hélas assez fondé ! -, l'analyse de cette déclaration acrimonieuse suggère trois commentaires, dont le premier revient sur une caractéristique très générale du pouvoir de la banque centrale indépendante, le deuxième sur le dénouement de la crise des carburants, et le troisième sur le scénario de conflit ouvert que préfigurent les comportements actuels du président de la BCE.

1) Quoiqu'elle ne soit pas la première occasion de s'en apercevoir, la sortie de W. Duisenberg donne une illustration presque canonique du pouvoir inconsidéré que leur indépendance a conféré aux banques centrales. Car, au-delà du pouvoir très concret de manier les taux d'intérêt, le banquier central, qui ne manque jamais une occasion de faire prendre son indépendance pour de la sagesse - aura-t-on noté au passage la prégnance de cette nouvelle conception de la sagesse ? sage : qui n'appartient pas au politique - le banquier central indépendant, donc, jouit également d'une sorte de magistère moral. C'est peut-être même par son pouvoir symbolique qu'il est le plus puissant, pouvoir de parler et de prendre à témoin - notamment l'opinion des marchés financiers -, pouvoir surtout de prendre la parole à tout propos et sur toutes les questions de politique économique, bien au delà de la politique monétaire qui devrait être son seul ressort. C'est, explique benoîtement le banquier central, que l'économie est chose compliquée : l'interdépendance y est maîtresse, et tout agit sur tout. La stabilité des prix n'est pas qu'affaire d'agrégats et de taux d'intérêt. Les mécanismes de formation des salaires, le réglage de la demande par la politique budgétaire y prennent également leur part, et mille autres choses encore. Or la loi m'a confié la surveillance des prix... c'est-à-dire la surveillance de tout ce qui influe sur les

prix. Voilà par quel implacable syllogisme le banquier central indépendant s'est décrié omniscient, et fondé à se saisir de toutes les questions de politique économique, à surveiller, critiquer ou même dénoncer à la face des marchés tous les actes gouvernementaux en cette matière, mais toujours à l'abri du respect scrupuleux et hypocrite de l'étroite, de la seule mission que les textes ont bien voulu lui confier - « votre serviteur... » L'indépendance de la banque centrale, ou quand le formalisme juridique dissimule à peine les projets de captation hégémonique de la politique économique en sa totalité...

2) Le commentaire de W. Duisenberg sur le traitement fiscal de la crise des carburants en France n'est pas autre chose que la mise en œuvre très concrète du précédent syllogisme de « l'interdépendance généralisée » comme légitimation d'une prétention à l'hégémonie en politique économique. On pourrait trouver un peu furieux que la BCE se pique de venir faire la leçon à un gouvernement sur sa façon de régler les conflits sociaux à l'intérieur de ses frontières. Mais ce que fait un Etat-membre de ses finances publiques ne regarde-t-il pas le banquier central au premier chef, puisque dans le grand échec des relations économiques on pourra sans difficulté en trouver quelques unes qui conduisent du déficit aux prix ? On reste surpris de constater comment, avec le temps qui passe, cette immixtion potentiellement invasive, a cessé de faire scandale pour devenir chose parfaitement naturelle. On sent bien au surplus, que des deux solutions qui s'offraient au gouvernement, aucune ne pouvait avoir l'heur de convenir à M. Duisenberg.

Si le gouvernement s'est trouvé contraint de lâcher du lest, c'est parce que la transformation des formes de la concurrence qui a résulté de la déréglementation inconsidérée des transports, rend désormais impossible pour les opérateurs du secteur, atomisés et dominés par leurs donneurs d'ordre, le report dans les prix d'un choc de consommation intermédiaire. Privée de la soupape en quoi consiste la possibilité de répercuter une brutale variation de coût en aval de la chaîne, la hausse des cours du pétrole se manifeste donc très directement par la dégradation de leur situation financière. C'est alors en l'Etat que se totalisent ces tensions et, par l'arme du conflit, les finances publiques sont mobilisées pour compenser des pertes de revenu devenues insupportables. Impossible à accommoder par les prix compte tenu de

l'état des rapports de concurrence, la crise s'exprime *in fine* dans la dérive du déficit.

Plutôt que de céder dans la précipitation, le gouvernement aurait pu tenter de sortir de la crise par le haut, c'est-à-dire, dans une perspective de moyen-long terme, en coordonnant une transformation des structures concurrentielles du secteur, afin de rouvrir le degré de liberté dont le manque l'a contraint à enregistrer dans ses comptes l'effet des tensions pétrolières. Conduire à la négociation les donneurs d'ordre, favoriser les regroupements de transporteurs afin de leur restituer du pouvoir de marché constituait autant de moyens de rendre à nouveau possible les reports de prix et d'organiser par le jeu d'une cascade de répercussions partielles le « partage » du choc de coût entre tous les agents de la chaîne. Mais ç'aurait été là une stratégie structurelle de « réorganisation » de l'inflation, et on imagine sans peine quel sentiment elle pouvait inspirer à M. Duisenberg.

Et pourtant, il faut bien que les tensions d'un choc de prix exogène s'expriment d'une manière ou d'une autre ! En l'espèce il n'était guère possible de sortir de l'alternative d'une accommodation par les finances publiques ou d'une diffusion inflationniste modérée dans le reste de l'économie. Mais M. Duisenberg aime aussi peu le déficit que l'inflation, c'est pourquoi rien ne pouvait lui convenir, hormis cette troisième solution, dont on sent bien qu'elle aurait eu sa totale préférence, consistant à ce que les agents directement concernés encaissent le choc, serrent les dents et restent bien sages.

Cette bisbille, déjà en soi suffisamment inquiétante, n'est pourtant que l'esquisse sur un mode mineur d'un conflit générique dont la possibilité est inscrite depuis le début dans l'organisation des pouvoirs de politique économique agencée par les traités européens. L'indépendance de la banque centrale, quand elle est vécue sur un mode normatif, dogmatique et obsidional, est vouée en grande probabilité à dégénérer en conflit de pouvoir avec les autres instances de la politique économique, perçues non comme des partenaires mais comme des concurrents illégitimes. L'inclination monopolistique aidant, armée notamment du « syllogisme de l'interdépendance », l'autorité monétaire est alors incitée à revendiquer toujours et partout le dernier mot face aux exécutifs, au nom d'une « hégémonie naturelle » et d'une

sorte de point d'honneur (assez déplacé) du banquier central. C'est oublier un peu vite que l'Etat est, lui, soumis à l'obligation d'en répondre et que le corps social est là pour le rappeler à ses devoirs politiques. Mais rien de tout cela n'entre dans la vision très particulière que se fait le banquier central du monde social, comme l'atteste l'impasse à laquelle il a implicitement condamné les gouvernements dans la crise des carburants : « ni déficit augmentera ni inflation libérera ! » - avec comme logique conclusion : « et les gueux endurer laissera ». C'est là une vision du monde social et de l'action politique qui rencontrerait rapidement sa limite en cas de crise tant soit peu plus sérieuse, et il est à craindre que les escarmouches présentes ne soient que le prodrome de conflits autrement plus graves dès lors que le contexte économique d'ensemble cessera d'être aussi favorable qu'il l'est aujourd'hui. Il faut imaginer, en cas de ralentissement significatif de la croissance, ce que pourrait donner le face-à-face entre, d'une part, un gouvernement confronté à la baisse de ses recettes fiscales, aux demandes multiples de groupes sociaux de nouveau plongés dans la crise et à la dégradation de ses finances publiques, et, d'autre part, une banque centrale qui ne veut rien savoir de ces basses contingences et ne connaît que le pacte de stabilité. Plus qu'un simple conflit, et pour peu que les conditions soient suffisamment dramatiques, c'est un véritable choc de légitimités qui se produira alors, jetant l'un contre l'autre un pouvoir politique bien obligé de se souvenir qu'il procède exclusivement du corps social formé en corps politique, et une banque centrale gardienne auto-désignée des engagements de stabilité économique, dont le pouvoir d'interpellation est une arme véritable - et parfois un authentique pouvoir de nuisance. On imagine sans peine la réaction des marchés de change au spectacle d'un tel désaccord. Par ce mélange de compulsion à l'ingérence et de méconnaissance des réquisits légitimes auxquels aucun pouvoir politique ne peut se soustraire durablement, la banque centrale installe les conditions d'une transformation en crise monétaire d'un choc asymétrique tant soit peu violent. L'euro souffre déjà alors même que tout est rose dans le paysage conjoncturel. C'est dire qu'on n'a encore rien vu et que, si le statut du dollar n'a pas été entamé d'ici là, c'est à l'épreuve des premiers accidents de croissance sérieux qu'on saura vraiment si la monnaie unique européenne est viable.

▲ F. L. chargé de recherche au CNRS